

99 000 tonnes de boeuf à taux réduit vont déferler chez nous d'Amérique du Sud, merci Macron, merci l'UE !

écrit par Jean-Marc Perrin | 4 juillet 2019



Le rouleau compresseur de la mondialisation avance inexorablement

Voilà, c'est fait ! L'Europe a signé l'accord avec le Marché commun d'Amérique du Sud, le Mercosur.

Aussitôt salué à coup de trompettes par Bruxelles, Junker ayant déclaré assez sobrement (pour une fois...) :

"Je mesure mes paroles avec soin car c'est un accord réellement historique" suivi de près par Macron qui a été un peu moins enthousiaste tout de même :

« Cet accord est bon à ce stade, il va dans la bonne direction, mais nous serons très vigilants »

Il va sans dire que le volet agricole plante le dernier clou dans le cercueil de nos éleveurs avec une importation taxée à un taux réduit de 99.000 tonnes de bœuf.

Même les godillots de la Macronie se sentent un peu gênés aux

entournures. L'eurodéputé LREM Jérémy Decerle, ancien président des Jeunes Agriculteurs, interviewé sur France Info fait le grand écart. D'un côté, il ne veut pas cracher dans la soupe bien grasse qui lui est servie, d'un autre côté, il lui est quand même difficile de se montrer enthousiaste :

« On est en train d'examiner les tenants et les aboutissants de l'accord. Je ne peux pas vous dire qu'on a tout lu, qu'on a la réponse à toutes nos interrogations. On est encore dans l'analyse ».

Mais comme il ne doute pas de l'issue, il prend les devants :

« Ne vous inquiétez pas, il n'arrivera pas tant de produits que ça en Europe »

.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas vraiment d'incertitude. Les arguments des inévitables râleurs ne tiennent pas la route :

1- La mondialisation : Macron a déclaré à Davos : *"La mondialisation connaît une crise majeure et ce défi requiert un effort énorme"*. Tout sera vraisemblablement fait pour la préserver. Il est vrai qu'il s'agit d'une source constante d'enrichissement pour notre pays.

2- La démocratie : on apprend que le traité a été négocié en secret entre la Commission et le Mercosur. C'est-à-dire que des fonctionnaires sans jamais rendre compte à la moindre instance d'élus ont décidé seuls de ce qui est bon pour nous. Chapeau ! On progresse.

Et maintenant que le traité est signé, il reste une simple formalité : le faire accessoirement ratifier par les états membres.

Pourquoi s'encombrer d'inutiles débats ?

3- Le consommateur ? Bof ! On s'en fout. Le Brésil utilise toutes sortes de pesticides interdits en Europe, sans parler des hormones de croissance. Ce n'est pas un problème car comme l'affirme Jérémy Decerle quand il évoque la clause de

sauvegarde qui « *nous permettra de contrôler à l'arrivée, mais pourquoi pas aussi au départ* ». Là, on est franchement rassurés. On a bien eu récemment un incident avec des steaks hachés trafiqués en Pologne, pays de l'UE. Mais rien à craindre au Brésil, pays modèle qui n'est surtout pas gangrené par la corruption.

4- L'écologie. : Le président brésilien a été très clair :
« *Bolsonaro a dit qu'il voulait en finir avec les démarcations de terres indigènes. Mais il veut aussi ouvrir à l'exploitation minière et à l'agro-business de larges zones de l'Amazonie protégées pour des raisons environnementales* »

L'agro-industrie brésilienne pourrait avoir le champ libre et continuer à détruire la forêt amazonienne.

Heureusement nous ne risquons rien. Notre président Macron n'a-t-il pas condamné « un capitalisme devenu fou » ? Il saura sans nul doute éviter tout excès.

Enfin Bruxelles l'annonce : **L'UE et le Mercosur s'engagent aussi « à mettre en œuvre efficacement l'accord de Paris sur le climat ».**

Là, on peut dormir tranquille, même si certains esprits chagrins iront objecter que cet accord n'est pas contraignant.

5- Nos paysans ? Ce n'est qu'un détail de toute cette histoire. Il en reste finalement si peu, et au rythme où ils se pendent...

Bref, le scénario est bien rôdé : « Dormez braves gens ! On s'occupe de tout »